

Consultation ouverte à tous sur Internet
relative au projet de pacte et de loi
d'orientation et d'avenir agricoles

Note de synthèse

Juin 2023

La méthodologie

La consultation sur le projet de pacte et de loi d'orientation d'avenir agricoles réalisée pour le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation était destinée à donner la parole aux Français sur les enjeux pour l'agriculture française et les mesures pour garantir la souveraineté de l'agriculture en France.

La consultation était accessible via <https://agriculture.gouv.fr>, du 11 au 30 avril 2023.

Cette consultation, composée de 13 questions fermées et 1 question ouverte comptabilise 44 042 contributions exploitables.

L'ensemble de ces contributions a été pris en compte dans les analyses produites.

La synthèse a été réalisée à partir des résultats de ces analyses.

Cette synthèse a été réalisée par *Opinionway*.

Les résultats

A. Les répondants à la consultation soutiennent l'agriculture française

Les répondants à la consultation sont familiers des exploitations agricoles. La quasi-totalité d'entre eux en ont déjà visité (94%), et près de la moitié déclare se rendre dans des exploitations agricoles de manière régulière (47%). Cette proximité au sujet de la consultation se vérifie également par la bonne connaissance de l'action européenne en la matière : **88% des participants savent que l'Union Européenne soutient l'agriculture française.**

De manière générale, le maintien d'une agriculture forte est perçu comme important que ce soit pour des raisons personnelles ou plus sociétales.

1. Les participants à la consultation insistent particulièrement sur **l'intérêt pour eux à titre personnel** : 89% estiment qu'une agriculture forte en France est très importante pour leur alimentation, 85% pour leur santé.

2. **Ils y voient également des bénéfices à une échelle plus large**, pour la souveraineté alimentaire du pays (83%, très important) voire l'économie des territoires (68%) ou l'emploi (63%). ◦ Les agriculteurs exploitants sont notamment sensibles aux bénéfices d'une agriculture française forte pour la souveraineté alimentaire du pays (89%), l'économie des territoires (75%), l'emploi (69%).

3. **Enfin, dans un contexte de crise environnementale, le maintien d'une agriculture forte en France apparaît comme essentiel pour y faire face** : cela est perçu comme très important par huit Français sur dix pour la préservation de la biodiversité (82%). Notons que si une agriculture française forte est jugée très importante pour le patrimoine de la France par une majorité de répondants à la consultation, elle paraît moins cruciale (55%) par rapport aux autres aspects évoqués.

Le maintien de l'agriculture française est d'autant plus essentiel et pertinent qu'elle possède des avantages à valoriser. La diversité en fait partie : 84% des répondants considèrent qu'il s'agit d'un atout de l'agriculture française (productions agricoles, modes de production, modes d'organisation des exploitations agricoles), et près de la moitié en sont tout à fait convaincus (49%).

- Les répondants plus âgés soulignent particulièrement l'intérêt de la diversité (89% des 65 ans et plus, et 57% *tout à fait*). Il en va de même pour les agriculteurs exploitants, plus familiers et sensibles à ce sujet (89%, et 61% *tout à fait*).
- Les répondants résidant dans certaines régions françaises perçoivent également davantage la diversité comme un atout, notamment en Bourgogne

Franche-Comté (86%, et 55% *tout à fait*), dans les Hauts-de-France (88%, et 54% *tout à fait*), en Outre-mer (84%, et 54% *tout à fait*).

B. L'avenir de l'agriculture française fait face à des enjeux majeurs

Les répondants à la consultation expriment **des craintes fortes pour l'avenir de l'agriculture française** à différents niveaux :

Tout d'abord, la question de la main d'œuvre génère des inquiétudes. Près des trois quarts des participants considèrent que la démographie de la population agricole représente un risque pour l'agriculture de demain (72%) et 45% y voient un risque majeur. Cela est d'autant plus important qu'un départ massif d'agriculteurs est anticipé d'ici dix ans, évalué à 40%. Leur perception à l'égard de ce départ est unanime : 95% jugent cette situation préoccupante, et les trois quarts estiment qu'elle l'est même beaucoup (76%).

Toutes les catégories des répondants partagent ces inquiétudes fortes et plus encore parmi ceux qui fréquentent régulièrement des exploitations agricoles (79% estiment que le départ de 40% des agriculteurs est une situation très préoccupante).

Ensuite, l'agriculture de demain fait face, selon les répondants à la consultation, à des risques économiques et de production. Près de neuf sur dix déclarent que la standardisation des pratiques (85%) et la mondialisation des échanges (89%) sont des risques pour l'agriculture de demain, et plus de la moitié les considère comme des risques majeurs (respectivement 53% et 52%). Par ailleurs, les distorsions de concurrence sont également perçues comme des dangers, par 67% des répondants (44% comme des risques majeurs).

Enfin, le changement climatique est une menace de premier ordre selon les répondants. Après plusieurs étés rythmés par des sécheresses, 79% des participants considèrent qu'il s'agit d'un risque pour l'agriculture de demain. De surcroît, 65% le perçoivent même comme un risque majeur, résultat le plus élevé dans la liste proposée.

Néanmoins les contributeurs identifient **des opportunités pour l'agriculture de demain** :

- Si le changement climatique fait partie des craintes majeures pour l'avenir de l'agriculture, **les aspects environnementaux et la capacité à préserver les ressources naturelles sont une opportunité identifiée par 84% des participants**, 57% estimant même que c'est une opportunité majeure. Notons que cette perception est partagée par l'ensemble des catégories de répondants.

- Plus globalement **autour de 7 participants sur 10 jugent que la place des agriculteurs dans la société est une opportunité** (68%, 22% seulement l'identifiant comme un risque, 10% n'ayant pas d'avis). Dans un contexte de changements profonds pour le secteur, la majorité des répondants à la consultation jugent que **la formation des agriculteurs (72%) et les nouveaux rôles des agriculteurs** (production d'énergie, tourisme, stockage de carbone...) dans ce nouvel environnement (57%) sont des opportunités pour la filière.
- Alors que le numérique est généralement perçu davantage comme une opportunité pour la société et l'économie, **la perception des répondants à l'égard de la place du numérique dans l'agriculture est plus clivée**. 4 répondants sur 10 jugent les nouveaux usages et outils numériques comme une opportunité (38%), mais aussi comme un risque (41%). Soulignons que la proportion des participants considérant le numérique comme un risque majeur (20%) et près de trois fois plus élevée que la part de ceux le percevant comme une opportunité majeure (7%). **Signe de la difficulté à appréhender les implications de cette transformation numérique dans le secteur, 21% des répondants n'ont pas su donner d'avis.**

Pour que les agriculteurs puissent s'adapter aux opportunités et menaces dues aux changements climatiques, **les participants identifient trois grands axes** d'évolution :

1. **L'évolution des techniques de production**, et notamment les techniques de culture (agronomie), 72% des répondants jugeant ce levier *très important*, mais aussi, bien que dans une moindre mesure, la recherche scientifique et l'innovation (34% *très important*).

Les agriculteurs et exploitants jugent tout particulièrement comme très important l'évolution des techniques de culture (76%).

2. **L'amélioration des conditions de travail**, 70% jugeant ce levier très important, et plus précisément en matière de revenus (64% très important). La formation des agriculteurs est jugée très importante (68%) dans ce contexte, la question de la gestion du stress est notamment soulignée par 36% des répondants.

Soulignons que les agriculteurs et exploitants ayant participé à la consultation sont 68% à juger comme très important le levier des revenus, et 44% la question de la gestion du stress.

3. **La capacité à initier le changement** : 53% des participants à la consultation jugent très important que les agriculteurs bénéficient d'un accompagnement organisationnel, mais aussi qu'ils aient accès à des capacités d'investissement (37%) et d'entrepreneuriat (32%).

Plus de 4 agriculteurs et exploitant sur 10 jugent comme très importants l'évolution des capacités d'investissement et d'entreprendre (42% chacun).

C. Des participants prêts à accompagner la transformation du secteur

Les participants à la consultation se déclarent prêts, en tant que consommateurs mais aussi en tant que citoyens, à faire des efforts pour faciliter la transition de la filière et l'installation de nouvelles exploitations.

C'est d'abord comme consommateurs que ces efforts sont les mieux acceptés. Plus de 9 répondants sur 10 déclarent être favorables à acheter davantage de produits de saison (99%, 89% se déclarant même *très favorables*), augmenter la part de produits locaux dans leurs achats (99%, 86% *très favorables*), consommer davantage de produits français ou européens (97%, 73% *très favorables*) ou encore acheter plus de produits sous signe de qualité (95%, 58% *très favorables*).

Même lorsque la question du prix des denrées est abordée, **86% se disent favorables à payer un peu plus cher leur alimentation**, dont 37% *très favorables*, résultat notable en cette période de forte inflation sur les produits alimentaires notamment.

La question du coût de l'alimentation révèle certains clivages entre les différentes catégories de répondants. **41% des participants âgés de moins de 35 ans se déclarent très favorables** à payer un peu plus cher leur alimentation, un taux supérieur de 9 points à ce qui est mesuré auprès de plus âgés (32% seulement des 65 ans et plus).

Les cadres et professions intellectuelles supérieures sont également plus prompts à se déclarer *très favorables* à cet effort financier, 43%, contre 30% des répondants issus des catégories populaires pour qui la question budgétaire est plus délicate au quotidien.

Mais c'est aussi en tant que citoyens que les répondants déclarent être prêts à soutenir l'avenir de la filière agricole. **78% d'entre eux sont favorables à ce qu'une plus grande part de leurs impôts** soit fléchée vers le monde agricole, près de la moitié se déclarant même *très favorables* (45%), et 70% à financer le monde agricole via de l'épargne (37% *très favorables*).

Signe toutefois d'une certaine méfiance ou d'un manque d'information plus précise concernant ces mesures, respectivement 15% et 21% des participants à la consultation n'ont pas exprimé d'opinion.

Sur la question des impôts le clivage générationnel est particulièrement marqué, avec un soutien de cette mesure plus marqué chez le plus jeunes répondants (55% des moins de 35 ans *très favorables* contre 35% des 65 ans et plus) **sans que celui-ci soit accompagné d'un clivage sociologique** (47% des cadres et 46% des catégories populaires y sont *très favorables*).

D. Garantir la souveraineté agricole de la France passe essentiellement par l'adaptation des modes de production selon les contributeurs

Pour garantir la souveraineté de l'agriculture en France, les participants à la consultation évoquent principalement, et de manière spontanée, deux champs d'actions. Tout d'abord, **des mesures portant sur l'écologie** et l'adaptation de la filière aux questions environnementales (40% des mesures citées spontanément).

Notons que ces mesures portant sur la question environnementale sont citées par 4 répondants sur 10 environ, toutes catégories de populations confondues, hormis les agriculteurs et exploitants (33% de leurs citations spontanées portent sur cette thématique).

Plus précisément, **les répondants estiment qu'il faudrait favoriser l'agriculture biologique** (23% de citations spontanées), **soutenir la transition agroécologique** (13% des citations) et, de manière plus confidentielle, encourager la permaculture (2%) ou l'agroforesterie (2%).

Par ailleurs **différentes mesures portant spécifiquement sur le respect de l'environnement** leurs semblent indispensables, bien que peu citées : respecter les sols (2%), encadrer et former à l'usage responsable de l'eau (2%), adapter les productions aux cycles naturels (2%) et, plus globalement adapter les productions au changement climatique (3%). 6% en appellent à des mesures restrictives portant sur la limitation des produits phytosanitaires.

Deuxième grand champ d'action cité spontanément par les participations à la consultation, la question de la **démographie agricole** (39% des mesures citées spontanément).

Si une partie des citations porte sur **l'augmentation du nombre d'agriculteurs** (7%), les répondants s'attachent à évoquer des mesures permettant de transformer la structure de l'agriculture en France, demandant notamment à **encourager l'agriculture locale**, à taille humaine (18% des citations spontanées) et à préserver les terres pour l'agriculture locale (7%).

Plus d'un répondant sur dix cite des mesures restrictives en la matière (12% de mesures restrictives citées spontanément), dont **la fin de l'agriculture de masse** (4%), la réduction de l'élevage intensif (3%), limiter voire cesser de financer la production industrielle (2%), la vente de terres aux industries, notamment, étrangères (2%) ou encore restreindre le nombre de grandes exploitations (2%).

Au-delà de ces deux champs d'action évoqués largement par les répondants, ces derniers ont également cité **des mesures portant sur l'économie du secteur** (22% de mesures citées spontanément), **des mesures plus politiques** ou évoquant clairement

l'action d'acteurs politiques (18%) ou encore **des mesures favorisant l'attractivité de l'agriculture** (18%).

Les mesures économiques évoquées sont de deux sortes : d'un côté **garantir un salaire décent aux agriculteurs** (7% de citations spontanées) et garantir des prix rémunérateurs pour les producteurs (2%). Aux côtés de ces mesures permettant de garantir la rentabilité du travail des professionnels, d'autres citations portent sur le développement des circuits courts (5%), certains appelant en parallèle à **limiter les échanges internationaux** (3%) et régler les importations (3%).

Ce type de mesures a été plus particulièrement cité par les agriculteurs et exploitants agricoles ayant participé à cette consultation, 28% de leurs contributions portant sur ces thèmes.

Concernant les mesures plus politiques, **la question de la PAC est évoquée spontanément** par 6% des répondants, ceux-ci demandant essentiellement **une redirection des aides** européennes vers certains types d'agriculture (petites exploitations, exploitations biologiques...). Un acteur militant a par ailleurs été explicitement cité, 5% des citations portant sur le rapport produit par *Terre de lien*.

Près de deux contributions sur dix portent sur l'image du secteur et les **mesures incitatives pour soutenir l'installation des agriculteurs, notamment des jeunes**. Des mesures d'accompagnement sont souhaitées afin de faciliter les installations (4% de citations spontanées), créer des projets collectifs d'exploitations (3%) et rendre le coût des terrains accessible (3%).

Enfin notons qu'**un répondant sur dix environ estime spontanément que des mesures portant sur les habitudes des consommateurs** sont également nécessaires pour participer à la souveraineté agricole du pays (11% des citations), notamment en favorisant l'achat de produits locaux (7%).

En conclusion, cette consultation révèle quelques grands enseignements :

Les contributeurs ont une conscience aigüe de l'importance de l'agriculture française, que ce soit pour eux-mêmes et leur santé ou pour garantir la sécurité alimentaire du pays et la pérennité économique du secteur.

Les questions de changement climatique et d'évolution des modes de consommation sont très présentes à l'esprit des contributeurs. Aussi ils attendent **des actions fortes, de la part des acteurs publics mais aussi des professionnels**, afin d'adapter la production et les exploitations pour faire face à ces enjeux.

Ces transformations doivent également engager selon eux une réflexion sur **les conditions de travail des agriculteurs**, pour leur garantir un revenu décent et les accompagner pour mieux vivre leur travail. Mais les contributeurs n'en n'oublient pas pour autant **leurs responsabilités en tant que consommateur notamment**, conscients que l'évolution du secteur devra s'accompagner d'une évolution plus globale en matière de consommation responsable.